

**Consultation de la Société Civile Parallèle à la 26^{ème} Conférence Régionale de la FAO
pour l'Afrique
Déclaration de Luanda - 04 Mai 2010**

Nous, représentants des organisations de paysans, de pêcheurs, de Peuples Autochtones, de pastoralistes, mouvements de femmes, ONG, et autres organisations de la Société Civile réunis le 04 Mai 2010 à Luanda, à l'occasion de la 26^{ème} Conférence Régionale de la FAO pour l'Afrique, pour discuter sur les questions de sécurité alimentaire en Afrique afin de proposer des alternatives. L'objectif de l'engagement de la Société Civile dans ce processus est celui de contribuer de façon significative et d'apporter nos propres perspectives tirées des expériences des organisations sociales et des communautés de par leurs efforts pour réaliser la sécurité et la souveraineté alimentaires. Le programme de cette conférence est riche et les problématiques à discuter sont importantes et ont besoin d'actions immédiates pour remettre l'Afrique sur la voie de la croissance durable.

Tenant compte des efforts en cours autant au niveau international que régional visant à apporter des solutions à la faim et à l'insécurité alimentaire ;

Reconnaissant les efforts consentis par certains pays pour élaborer des politiques et des lois nationales et régionales de sécurité alimentaire qui ont le potentiel d'encourager l'approche basée sur les droits pour créer un environnement favorable ;

Reconnaissant que diminuer la faim en Afrique de moitié nécessite une augmentation drastique en quantité et en qualité de l'investissement public et des donateurs dans le secteur de l'agriculture ainsi qu'une volonté politique réelle ;

Inquiets du fait qu'environ 7 sur 53 pays ont atteint l'objectif d'allouer au minimum 10% des budgets nationaux d'après les engagements de Maputo 2003, et que l'investissement moyen global des gouvernements dans le secteur agricole est de 6,6% dont la plupart sont des dépenses courantes ;

Notant que bien que certains pays ont réalisé l'objectif budgétaire de Maputo, ils n'ont pas réussi à réduire la faim et l'insécurité alimentaire chronique ;

Rappelant que la révolution verte a eu des effets négatifs sur le développement de l'agriculture durable dans d'autres régions du monde et que par contre l'augmentation de la production alimentaire en Afrique au sud du Sahara à travers la révolution verte n'est pas suffisante dans l'élimination de l'insécurité alimentaire chronique ;

Reconnaissant la lutte des pêcheurs, des peuples autochtones et des femmes pour l'accès, le contrôle et la propriété à la terre et aux ressources naturelles pour une production alimentaire durable est essentiel pour la sécurité alimentaire des ménages ;

Inquiets que de vastes superficies de terres ont été allouées à des investisseurs étrangers pour la production de biocarburants et

Reconnaissant que la réalisation de la souveraineté alimentaire en Afrique doit passer fondamentalement par la réforme foncière,

Nous invitons la FAO et les gouvernements africains présents à cette conférence de considérer les aspects suivants

- a) En ce qui concerne spécifiquement sur le Comité Mondial pour la Sécurité Alimentaire
 - Nous lançons un appel pour une plus grande redevabilité des représentants africains auprès des structures du CSA.
 - Nous appelons à un plus grand engagement et implication des gouvernements africains dans le CSA.
 - Nous demandons à nos gouvernements de maintenir un esprit de vrai partenariat et plus grande inclusivité des organisations de petits producteurs d'aliments dans les forums au niveau régional (processus du CAADP) et dans les discussions du CSA au niveaux national et régional.
 - Nous lançons un appel pour une prise de conscience majeure par rapport au CSA pour faciliter un engagement plus large des acteurs clé , en particulier des organisations de producteurs et leurs réseaux ainsi que les organisations de la société civile de l'Afrique.
 - Nous sollicitons une plus grande allocation de ressources aux activités du CSA.
- b) Réforme agraire, accaparement des terres et agrocarburants
 - Nous demandons aux gouvernements de mettre en œuvre les recommandations de la Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural (CIRADR) qui promeuvent, entre

autres, les réformes agraires qui renforcent les capacités économiques et politiques des femmes et des communautés paysannes, pour avoir un total accès à et contrôle de la terre, ainsi que inclusivité dans les processus de prise de décision sur les politiques de gestion foncière.

- Nous recommandons la promotion de politiques qui respectent les droits collectifs à la terre et la protection des communautés face à l'accapement des terres.
 - Nous demandons que les gouvernements africains imposent un moratoire sur l'expansion de la production industrielle d'agrocarburants en Afrique et d'autres régions.
 - Nous sollicitons les gouvernements et les agences des Nations unies impliquées pour qu'ils mettent fin aux agrocarburants et aux soutiens financiers des agrocarburants industriels.
- c) Accès, contrôle et appropriation des ressources naturelles
- Nous appelons les gouvernements de renforcer l'importance des producteurs d'aliments de petite échelle, en particulier des femmes, pour atteindre la sécurité alimentaire. Les femmes fournissent la plus grande partie du travail agricole et pourtant ont un accès à et contrôle limité de la terre et aux ressources naturelles ;
 - Nous demandons aux gouvernements de promouvoir l'approbation de lois nationales garantissant le maintien de la biodiversité et interdisant l'utilisation des OGM.
 - Nous exigeons la reconnaissance du rôle que les Peuples Autochtones jouent dans la conservation de l'environnement et de la biodiversité.
- d) Besoin d'infrastructures et financement
- Nous faisons appel aux gouvernements pour qu'ils mettent en place les infrastructures nécessaires, comprenant le stockage, le transport, le marketing et les mécanismes de prix équitables en soutien à la production agricole durable, ainsi que la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
 - Nous sollicitons les gouvernements la mise en œuvre des recommandations issues de International Agricultural Knowledge Science and Technological Development (IAASTD);
 - Nous appelons également pour qu'il y ait un plus grand investissement dans la vulgarisation de la recherche, l'extension rurale, la facilitation d'accès au crédit rural, l'assistance technique et les services d'extension.

En fin, nous demandons aux gouvernements, les agences des Nations Unies et tous de promouvoir la souveraineté alimentaire comme une approche qui reconnaît la centralité des producteurs d'aliments à petite échelle, les groupes de femmes, l'agriculture paysanne, la pêche artisanale et les pastoralistes dans l'éradication de la faim chronique et de l'insécurité alimentaire.

<p>CSO CONSULTATION PARALLEL TO THE 26 FAO REGIONAL CONFERENCE FOR AFRICA</p> <p>Luanda, Angola, 4th of May 2010</p>	<p>Composed by: ABN – Africa Biodiversity Network (Kenya); ACORD; ActionAid International; ADRA - Acção para o Desenvolvimento Rural e Ambiente; Africa Right to Food Network; CLUSA - Liga das Cooperativas dos Estados Unidos da América; CNOP-CAM - Concertation Nationale des Organisations Paysannes du Cameroun; Conferência Nacional da Sociedade Civil (Angola); COWFA; ESAFF - East and Southern Africa Farmer's Federation (Zambia); IFSN - International Food Security Network (West Africa); Oxfam; PELUM Rede das Organizações do IFSN dos PALOPs; PROPAC - Plateforme sous-régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale; Rede Terra; ROSA - Rede de Organizações da Sociedade Civil para a Soberania Alimentar; TWN - Third World Network; UNAC - União Nacional de Camponeses (Moçambique); UNACA - União Nacional das Associações de Camponeses de Angola; VECO (Uganda); Via Campesina África; WFF - World Forum of Fish Harvesters and Fisher Workers;</p> <p>Facilitated by: IPC - International Planning Committee for Food Sovereignty</p>
<p>For a United and Active African Civil Society fighting for Food Sovereignty</p>	